
Perspectives économiques

2026-2027

Perspectives économiques 2026–2027

Publié par :

Ministère des Finances et du Conseil du Trésor

Province du Nouveau-Brunswick

Case postale 6000

Fredericton (Nouveau-Brunswick)

E3B 5H1

Canada

[Finances et Conseil du Trésor](#)

Le mardi 17 mars 2026

Couverture :

Bureau de Conseil exécutif, Communications gouvernementales
(n°25-02499)

Traduction :

Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-4245-3 (édition bilingue imprimée)

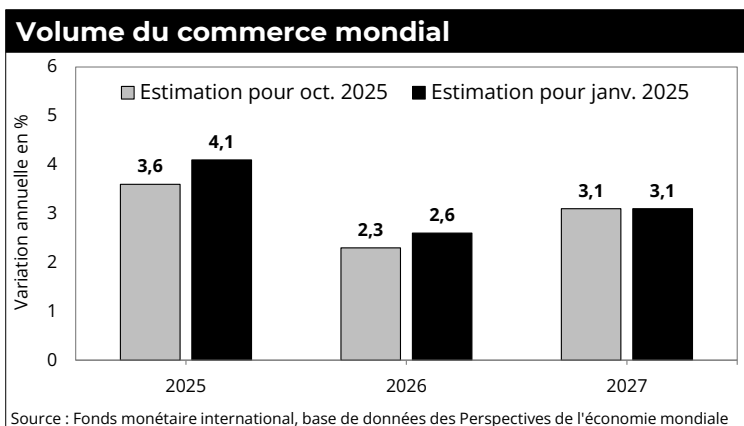
ISBN 978-1-4605-4247-7 (PDF : édition en français)

Imprimé au Nouveau-Brunswick

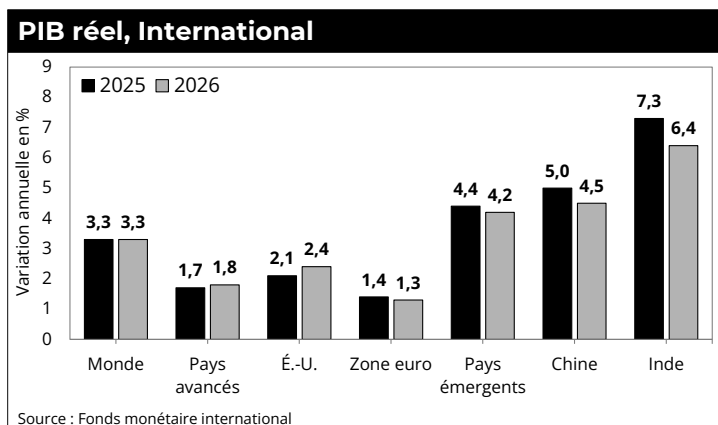
Nota : Sauf indication contraire, le présent document reflète les données disponibles jusqu'au 27 février 2026 inclusivement.

Économie mondiale

- Le Fonds monétaire international (FMI) estime la croissance mondiale à 3,3 % pour 2025, ce qui ne change pas par rapport à l'année précédente. La croissance devrait demeurer stable à ce niveau en 2026. L'activité économique devrait être stimulée par des investissements importants dans l'IA, particulièrement en Asie et en Amérique du Nord. Elle est également soutenue par des mesures budgétaires et monétaires, ainsi que par des conditions financières favorables, mais tempérée par des tensions commerciales et géopolitiques persistantes.
- La croissance du volume du commerce mondial devrait ralentir de 4,1 % en 2025 à 2,6 % en 2026, avant de remonter à 3,1 % en 2027. Ces mouvements reflètent en grande partie les ajustements continus des flux commerciaux en réponse aux nouvelles mesures politiques.



- La croissance des pays émergents et pays en développement devrait ralentir de 4,4 % en 2025 à 4,2 % en 2026, tandis que l'activité dans les pays avancés devrait croître de 1,8 %, une légère augmentation par rapport à 1,7 % en 2025.

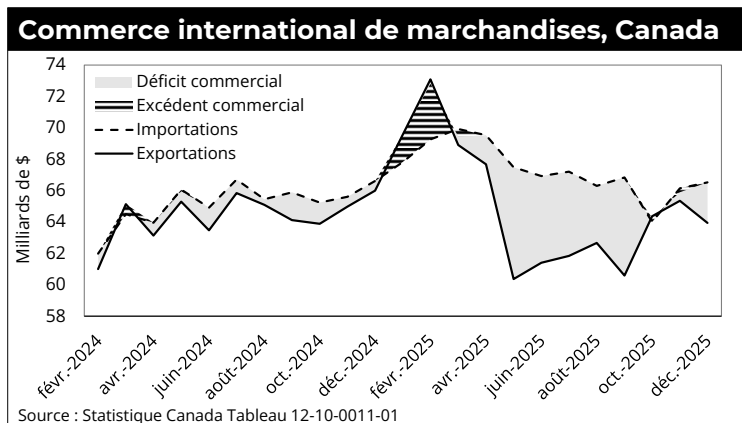


- Aux États-Unis, le FMI s'attend à ce que la croissance économique atteigne 2,4 % en 2026, soutenue par des stimulants financiers et un taux directeur plus bas. L'impact des barrières commerciales devrait également diminuer progressivement au cours de la période de projection. L'élan technologique devrait se calmer, mais devrait continuer de compenser en partie les effets de la baisse de l'immigration et du ralentissement de la consommation.
- Le marché du travail aux États-Unis s'est affaibli malgré la vigueur de l'activité économique globale. Les gains d'emploi et la croissance des salaires ont ralenti depuis mi-2025, reflétant un assouplissement simultané de la demande et de l'offre de main-d'œuvre. La croissance de l'emploi devrait ralentir à 0,3 % en 2026, accompagnée d'une hausse du taux de chômage.
- Aux États-Unis, les mises en chantier ont reculé pour la cinquième année consécutive en 2025, en baisse de 0,6 % par rapport à 2024. Les activités de construction de nouveaux logements devraient augmenter de 0,4 % en 2026.
- On estime que l'activité économique dans la zone euro a augmenté de 1,4 % en 2025 et devrait croître de 1,3 % en 2026. Les perspectives de croissance dans la région sont principalement motivées par l'augmentation des dépenses publiques, tempérées par les effets durables de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que par l'appréciation réelle de l'euro par rapport aux devises des autres concurrents exportateurs.

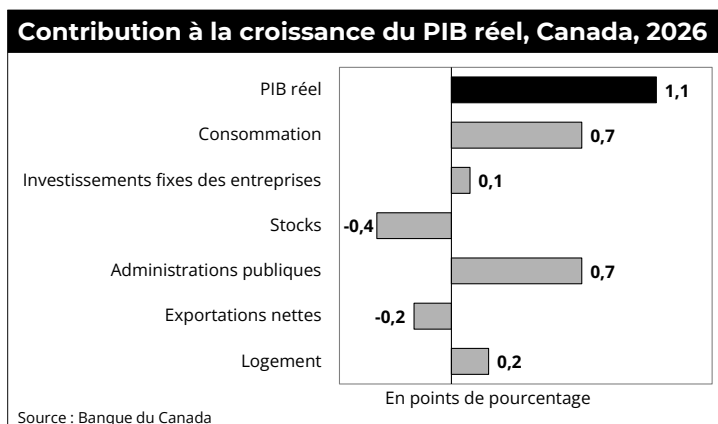
- La croissance de la Chine devrait passer de 5,0 % en 2025 à 4,5 % en 2026, sous l'effet de la réduction des subventions manufacturières, de la persistance des tensions dans le secteur immobilier et des distorsions tarifaires liées au conflit commercial avec les États-Unis. La prévision de la croissance de l'Inde pour 2025 est de 7,3 %, avec une diminution à 6,4 % en 2026.
- Les risques pour les perspectives mondiales continuent leur tendance à la baisse. La résilience observée à ce jour a été concentrée dans un nombre limité de secteurs, en particulier ceux qui sont liés à l'IA et à la technologie, et a généralement compté sur un soutien monétaire et budgétaire continu. La croissance pourrait être minée par la faiblesse de ces secteurs, ou par des chocs plus larges résultant de l'instabilité des marchés financiers, des pressions commerciales mondiales et des problèmes de viabilité budgétaire.

Économie canadienne

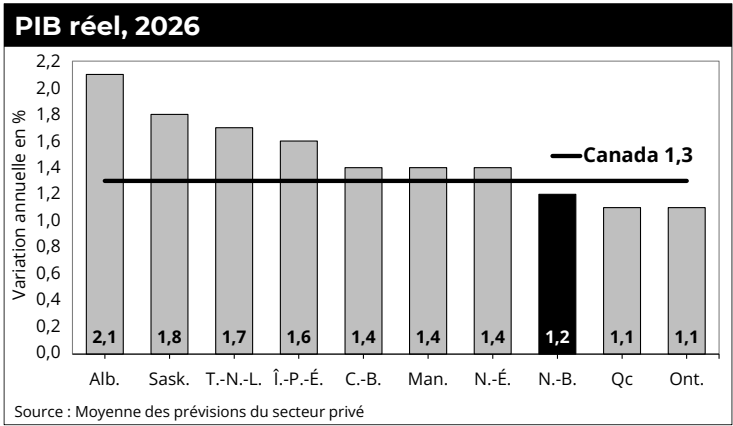
- Les droits de douane américains ont eu des répercussions négatives sur l'économie nationale en affaiblissant la demande pour les exportations canadiennes. Par conséquent, l'incertitude élevée a incité les entreprises exportatrices et non exportatrices à reporter leurs plans d'investissement et d'expansion, ce qui limite la capacité de croissance de l'économie. Selon les dernières perspectives économiques de la Banque du Canada, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel devrait ralentir, passant de 1,7 % en 2025 à 1,1 % en 2026, avant de se rétablir à 1,5 % en 2027. Cette trajectoire reflète l'absorption progressive de l'offre excédentaire créée par les récentes restrictions commerciales américaines.
- La croissance de la population active a ralenti à 2,0 % et a dépassé les gains d'emploi de 1,4 % en 2025, ce qui a fait grimper le taux de chômage à 6,8 %. Les salaires ont augmenté de 3,9 %.



- Les exportations de marchandises ont légèrement diminué de 0,4 % en 2025, tandis que les importations ont augmenté de 2,7 %. L'activité commerciale avec les États-Unis est demeurée inférieure au niveau de l'année précédente pendant la majeure partie de 2025, représentant 71,9 % des exportations totales du Canada, le niveau le plus bas jamais enregistré depuis le début de la collecte de données comparables en 1990.
- L'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 2,1 % en moyenne annuelle en 2025, en baisse par rapport à 2,4 % en 2024, ce qui représente la plus faible augmentation annuelle depuis 2020. Bien que l'inflation ait continué de s'atténuer, les pressions sur les prix dans les principales catégories demeurent élevées, les aliments ayant augmenté de 3,2 % et le logement ayant augmenté de 3,0 % par rapport à l'année précédente. À l'avenir, seule une légère variation du taux de croissance de l'IPC est prévue, car la Banque du Canada prévoit que l'inflation demeurera proche de la cible de 2,0 % jusqu'en 2026 et 2027. Le taux directeur de la Banque est passé de 3,25 % en janvier 2025 à 2,25 % en janvier 2026.
- La forte croissance de la consommation par habitant devrait persister au début de 2026, aidée par les récentes baisses des taux d'intérêt et la hausse des prix des actions. À mesure que ces effets commencent à diminuer, la croissance de la consommation par habitant devrait ralentir, puis s'accélérer progressivement en 2027 à mesure que le revenu réel disponible s'améliore.



- On estime que la consommation a contribué 1,2 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2025, et devrait diminuer à 0,7 point de pourcentage en 2026. Cette modération reflète une croissance démographique modérée.
- L'investissement résidentiel devrait croître à un rythme modéré. Les mises en chantier devraient demeurer élevées, et le secteur devrait contribuer à hauteur de 0,2 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2026.
- La croissance des investissements des entreprises devrait être faible au cours de la majeure partie de 2026, avec une contribution de 0,1 point de pourcentage à la croissance annuelle moyenne du PIB. Cette contribution devrait augmenter à mesure que l'incertitude liée à la politique commerciale des États-Unis diminue et que la croissance des exportations se renforce.
- Les exportations nettes devraient représenter une contribution à la baisse de 0,2 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2026. La croissance des exportations demeure inférieure alors que les entreprises continuent de s'adapter au nouvel environnement commercial, tandis que les importations devraient augmenter au cours de la période de projection, en concordance avec l'augmentation de la demande intérieure.



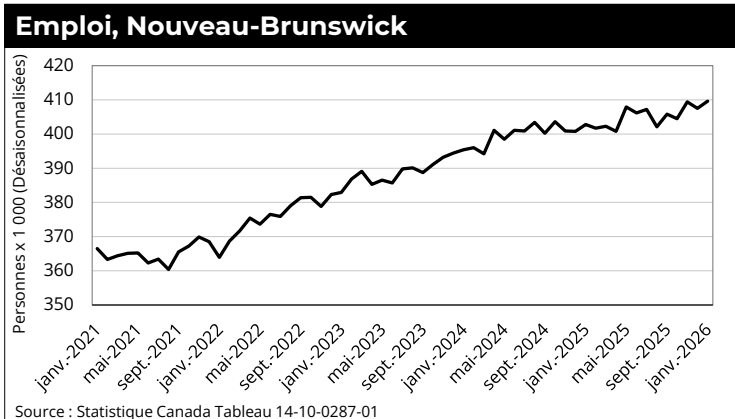
- L'estimation moyenne des prévisionnistes du secteur privé pour la croissance du PIB réel du Canada en 2026 est de 1,3 %, en baisse par rapport à 1,6 % l'année précédente. Toutes les provinces devraient connaître un léger ralentissement de l'activité économique, à l'exception du Québec, où la croissance du PIB devrait être légèrement supérieure.
- En moyenne, les prévisionnistes du secteur privé prévoient que l'emploi au Canada augmentera de 0,7 % et que le taux de chômage diminuera légèrement pour s'établir à 6,7 % en 2026.

Comparaison des taux de croissance ¹ de 2024 à 2025			
(au 27 février 2026)		N.-B.	Canada
Population et travail	Population totale (1 ^{er} juillet)	1,3	0,9
	Population active	1,4	2,0
	Emploi	1,3	1,4
	Taux de chômage (%)	7,1	6,8
	Taux d'activité (%)	60,5	65,3
	Salaires et traitements	5,7	3,9
Consommateurs et logement	Commerce de détail	4,9	4,0
	Indice des prix à la consommation	1,7	2,1
	Mises en chantier	23,0	5,6
Entreprises	Ventes des fabricants	-6,9	-0,4
	Exportations internationales	-8,2	-0,4
	Permis de bâtir	20,9	2,2

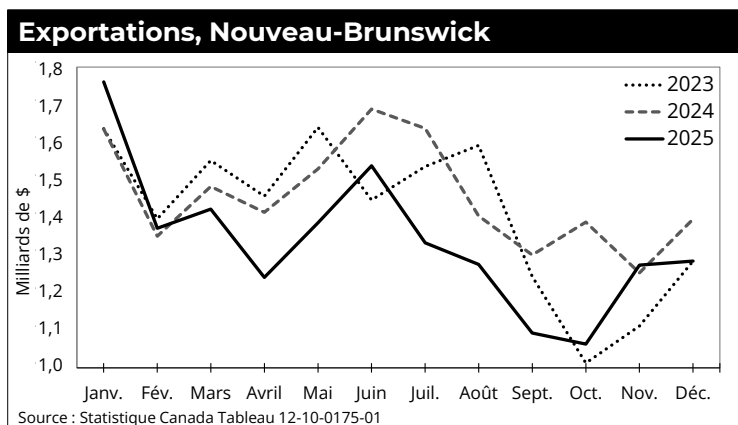
¹Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.
Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement

Économie du Nouveau-Brunswick

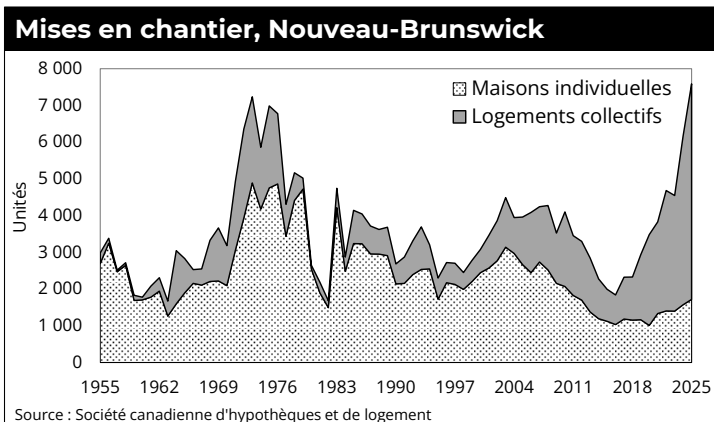
- Le ministère des Finances et du Conseil du Trésor estime que le PIB réel a augmenté de 1,3 % en 2025, comparativement à la plus récente moyenne du secteur privé de 1,5 %.
- La croissance économique du Nouveau-Brunswick en 2025 était principalement attribuable à la croissance démographique, ainsi qu'à la hausse des mises en chantier et des niveaux d'emploi. Les contributions supplémentaires provenaient de la croissance des salaires, de la consommation des ménages, de l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels et de l'activité de vente au détail. Ces gains ont été partiellement contrebalancés par des baisses des ventes manufacturières et des exportations, ce qui peut refléter l'incertitude associée aux perturbations commerciales.
- La population du Nouveau-Brunswick a atteint 869 682 personnes le 1^{er} juillet 2025, ce qui représente une augmentation annuelle de 1,3 %. C'est la première fois depuis 2021 que ce taux était inférieur à 2,0 %, reflétant un ralentissement en grande partie attribuable à une diminution du solde des résidents non permanents.
- L'économie a ajouté 5 200 emplois en 2025, portant le nombre total d'emplois à 405 200, soit une augmentation de 1,3 %. Le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 6 900 postes (+2,0 %), ce qui a largement compensé une baisse de 1 700 emplois à temps partiel (-2,8 %). La croissance de l'emploi a ralenti au deuxième semestre de 2025 après plusieurs années de solides gains après la pandémie.



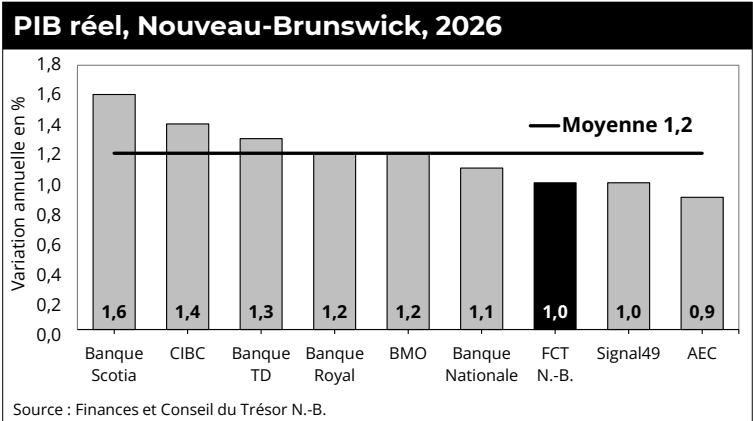
- Le taux de chômage a légèrement augmenté de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,1 %, tandis que le taux d'activité a légèrement diminué à 60,5 % par rapport à 60,6 % un an plus tôt.
- La croissance de l'emploi et la hausse de la rémunération hebdomadaire moyenne ont contribué à une augmentation de 5,7 % des salaires et des traitements.
- L'augmentation des salaires et traitements a favorisé des niveaux de revenu disponible plus élevés en 2025, renforcée par la croissance du nombre de bénéficiaires de l'assurance-emploi (+1,4 %) et du Régime de pensions du Canada (+5,4 %). En raison de la hausse du revenu disponible et des gains de population, les dépenses des ménages ont également augmenté.
- Les ventes du secteur de la fabrication au Nouveau-Brunswick ont diminué de 6,9 % en 2025, totalisant 22,9 milliards de dollars. La baisse a été principalement attribuable à une baisse de 8,2 % des ventes de biens non durables, tandis que les ventes de biens durables sont demeurées stables. Dans les principales industries, la fabrication de produits en bois a chuté de 3,1 %, et la préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer a enregistré une baisse de 2,4 %.
- Les exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick ont chuté de 8,2 % pour s'établir à 16,0 milliards de dollars en 2025, en raison de la baisse des volumes d'exportations de pétrole et de la baisse des prix du pétrole. Une baisse plus marquée des importations de 11,2 % a fait passer l'excédent commercial de la province de 261,7 millions de dollars en 2024 à 757,9 millions de dollars en 2025.



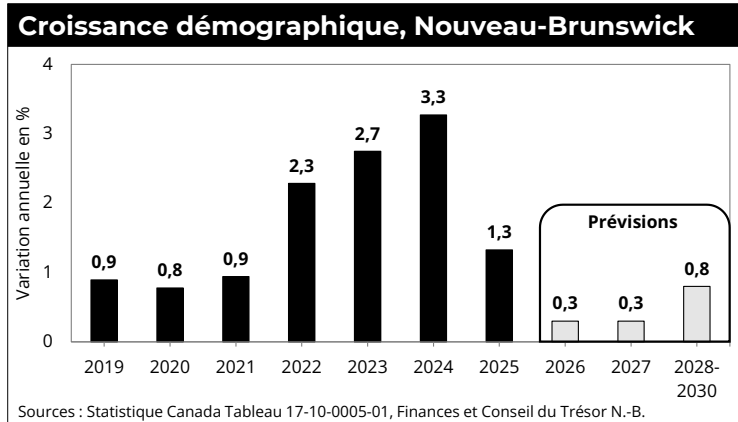
- L'investissement en construction de bâtiments a augmenté de 20,4 % en 2025 pour atteindre 4,8 milliards de dollars, grâce à des gains importants dans la construction résidentielle, en hausse de 21,2 % pour atteindre 3,5 milliards de dollars, et dans la construction non résidentielle, en hausse de 18,4 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars.
- L'inflation a reculé en 2025, l'IPC ayant augmenté de 1,7 % en moyenne annuelle, en baisse par rapport au chiffre de 2,2 % de l'année précédente. Le congé de TPS/TVH, l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles et le remboursement provincial sur la consommation d'électricité des ménages ont exercé une pression à la baisse sur l'IPC. Seules trois des huit principales composantes de l'IPC ont enregistré une inflation supérieure à 2,0 % : les aliments ainsi que les soins de santé et les soins personnels, qui ont tous deux augmenté de 3,1 %, et le logement, qui a augmenté de 2,9 %.
- Les ventes au détail ont augmenté de 4,9 % pour atteindre 18,7 milliards de dollars en 2025, soutenues par la croissance de la population et de l'emploi, ainsi que par la croissance du revenu disponible des ménages. Les plus fortes hausses ont été observées chez les détaillants de produits de santé et de soins personnels, en hausse de 13,7 %, chez les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles, en hausse de 6,1 %, et chez les détaillants de meubles, accessoires de maison, d'appareils électroniques et ménagers, en hausse de 4,5 %.
- Le Nouveau-Brunswick a enregistré 7 587 mises en chantier en 2025, une augmentation de 23,0 % par rapport à 2024 et le plus haut niveau jamais enregistré dans les séries de données comparables remontant à 1955. Cette croissance est principalement attribuable à une hausse de 27,8 % de la construction de logements collectifs, tandis que les mises en chantier individuelles ont connu une hausse plus modeste de 9,0 %.



- L'univers locatif du Nouveau-Brunswick s'est élargi de 14,4 % entre 2023 et 2025, ce qui a contribué à faire passer le taux d'inoccupation provincial de 1,5 % à 2,9 %. De 2024 à 2025, les taux d'inoccupation ont augmenté à Fredericton, Moncton et Bathurst, tandis que des baisses ont été enregistrées à Saint John et à Edmundston.
- Les ventes provinciales de maisons ont atteint 9 631 unités en 2025, une augmentation de 4,0 % par rapport à 2024. Cette hausse s'explique par la réaction des acheteurs à la baisse des taux d'intérêt, soutenue par une offre solide. Le prix moyen de vente de maisons a augmenté de 5,4 % pour atteindre 347 926 \$ au cours de la même période.
- En 2026, le ministère des Finances et du Conseil du Trésor prévoit que le PIB réel augmentera de 1,0 %, car les gains de population plus faibles et la modération de la construction résidentielle limitent les perspectives de croissance. Cela se compare à une moyenne de 1,2 % parmi les prévisionnistes du secteur privé.



- La population du Nouveau-Brunswick devrait augmenter de 0,3 % en 2026, ce qui représente un ralentissement important par rapport à la croissance récente. Cette situation est motivée par les attentes de départs élevés et d'arrivées limitées de résidents non permanents découlant des politiques fédérales actuelles en matière d'immigration.



- La croissance de l'emploi devrait ralentir à 0,6 %. La croissance de la population active sera limitée par de faibles gains démographiques et devrait être devancée par la création d'emplois, ce qui se traduira par un taux de chômage plus faible de 6,9 %.
- Le revenu primaire des ménages devrait augmenter de 3,7 % en 2026. Les salaires et traitements devraient connaître une augmentation plus faible par rapport à 2025 en raison de l'affaiblissement de la croissance de l'emploi et du ralentissement des gains salariaux.
- Les dépenses de consommation des ménages devraient augmenter de 3,7 % en 2026, freinées par des gains de revenus plus lents.
- La croissance des investissements devrait augmenter en 2026, stimulée par plusieurs grands projets d'immobilisations, dont la modernisation de l'usine de pâte à papier de Saint John et la construction du parc éolien de Brighton Mountain, ainsi que l'augmentation des dépenses gouvernementales dans les infrastructures. D'autres dépenses fédérales en capital liées au secteur de la défense devraient également se concrétiser en 2026.
- L'inflation au Nouveau-Brunswick devrait atteindre 2,2 % en 2026. L'inflation des aliments devrait s'accélérer, tandis que la croissance des prix des logements devrait s'atténuer.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick, Taux de croissance ¹ de 2023 à 2030						
Comptes économiques*	2023	2024	2025	2026	2027	2028-2030
Produit intérieur brut (PIB)	3,5	4,0	3,6	3,1	3,0	3,2
Dépenses de consommation finale des ménages	6,0	5,8	4,1	3,1	3,1	3,3
Formation brute de capital fixe	3,7	4,2	3,3	4,1	5,6	2,2
PIB (réel)	2,0	2,7	1,3	1,0	1,1	1,3
Revenus*						
Revenu primaire des ménages	7,2	8,6	5,7	3,7	3,4	3,3
Revenu disponible des ménages	7,8	9,4	5,8	3,8	3,3	3,4
Population et travail**						
Population totale (1 ^{er} juillet)	2,7	3,3	1,3	0,3	0,3	0,8
Population active	2,8	3,5	1,4	0,3	0,4	0,9
Emploi	3,5	2,9	1,3	0,6	0,6	0,8
Taux de chômage (%)	6,6	7,0	7,1	6,9	6,7	6,8
Taux d'activité (%)	60,4	60,6	60,5	60,5	60,6	60,6
Autre**						
Commerce de détail	4,8	3,3	4,9	2,4	2,6	2,9
Indice des prix à la consommation	3,6	2,2	1,7	2,2	2,0	1,9
Mises en chantier	-2,8	35,7	23,0	-15,4	-11,8	-0,9

¹Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, et FCT N.-B. *2025-2030 **2026-2030

- Les activités de revente de logements au Nouveau-Brunswick devraient augmenter en 2026, car les tendances démographiques récentes se traduisent par la demande de logements unifamiliaux. Bien qu'elles demeurent élevées, les mises en chantier devraient diminuer en 2026 après un rythme record de développement en 2025.
- Le secteur forestier du Nouveau-Brunswick fait face à des pressions accrues en raison des droits de 45,16 % imposés par les États-Unis sur le bois d'œuvre résineux. Les prix du bois d'œuvre sont demeurés relativement stables depuis 2023. À moyen terme, le projet de modernisation de l'usine de pâte à papier de Saint John devrait stimuler la productivité du secteur.
- Le secteur des pêches et de l'aquaculture devrait être touché par des volumes plus faibles de certaines espèces. Les quotas pour le crabe des neiges et la crevette devraient baisser, mais les quotas pour le homard devraient être stables. Les investissements dans l'automatisation pourraient contribuer à améliorer la productivité du traitement dans ce secteur.

- Les tensions commerciales devraient être concentrées dans le secteur forestier, la renégociation prévue de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique étant susceptible d'ajouter à l'incertitude dans l'économie en général.
- Plusieurs grands projets liés à l'énergie augmentent le potentiel d'activité économique au cours des prochaines années. Le projet de la mine Sisson pourrait favoriser une croissance supplémentaire à moyen et à long terme.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick

Indicateurs annuels du Nouveau-Brunswick (au 27 février 2026)							
Indicateurs	2022	2023	2024	2025	Variation en %		
					2022-2023	2023-2024	2024-2025
Travail							
Population 15 ans et plus (x 1 000)	669,0	688,7	710,2	720,8	2,9	3,1	1,5
Population active (x 1 000).....	404,7	415,9	430,3	436,3	2,8	3,5	1,4
Emploi (x 1 000).....	375,6	388,6	400,0	405,2	3,5	2,9	1,3
À temps plein (x 1 000).....	322,9	332,7	338,1	345,0	3,0	1,6	2,0
À temps partiel (x 1 000).....	52,7	55,9	61,8	60,1	6,1	10,6	-2,8
Secteur de la production de biens (x 1 000).....	75,8	77,1	81,0	83,9	1,7	5,1	3,6
Secteur des services (x 1 000).....	299,8	311,5	319,0	321,3	3,9	2,4	0,7
Chômage (x 1 000).....	29,1	27,3	30,3	31,1	-6,2	11,0	2,6
Taux de chômage (%).....	7,2	6,6	7,0	7,1	...	...	...
Taux d'activité (%).....	60,5	60,4	60,6	60,5	...	...	...
Taux d'emploi (%).....	56,1	56,4	56,3	56,2	...	...	...
Rémunération hebdomadaire moyenne (\$).....	1 065,35	1 104,08	1 145,33	1 189,19	3,6	3,7	3,8
Salaires et traitements (M\$).....	19 793,4	21 019,9	22 403,9	23 674,3	6,2	6,6	5,7
Prestataires d'assurance emploi.....	43 477	35 798	36 613	37 141	-17,7	2,3	1,4
Consommateurs							
Commerce de détail (M\$).....	16 500,2	17 285,4	17 849,6	18 722,3	4,8	3,3	4,9
Ventes de véhicules automobiles neufs (unités).....	34 571	37 798	44 063	47 450	9,3	16,6	7,7
Ventes de véhicules automobiles neufs (M\$).....	1 700,0	1 989,3	2 381,6	2 502,6	17,0	19,7	5,1
Services de restauration et débits de boissons (M\$).....	1 382,3	1 533,1	1 620,5	1 731,0	10,9	5,7	6,8
Indice des prix à la consommation (2002=100).....	152,1	157,5	161,0	163,7	3,6	2,2	1,7
Logement							
Mises en chantier (unités).....	4 680	4 547	6 169	7 587	-2,8	35,7	23,0
Permis de bâtir résidentiels (M\$).....	1 204,9	1 178,1	1 258,7	1 618,9	-2,2	6,8	28,6
Ventes résidentielles MLS® (unités).....	10 298	8 869	9 261	9 631	-13,9	4,4	4,0
Ventes résidentielles MLS® (prix moyen \$).....	292 999	301 042	330 192	347 926	2,7	9,7	5,4
Entreprises							
Ventes des fabricants (M\$).....	27 109,9	24 100,7	24 653,6	22 948,1	-11,1	2,3	-6,9
Exportations internationales (M\$).....	18 802,3	16 904,0	17 475,0	16 038,2	-10,1	3,4	-8,2
Permis de bâtir non résidentiels (M\$).....	518,3	618,7	853,0	933,4	19,4	37,9	9,4
Industriel et commercial (M\$).....	326,0	391,7	578,5	518,9	20,1	47,7	-10,3
Institutionnel et gouvernemental (M\$).....	192,3	227,0	274,4	414,5	18,0	20,9	51,1
Commerce de gros (M\$).....	9 352,2	12 310,0	12 679,4	...	31,6	3,0	...
Recettes monétaires agricoles (M\$).....	1 103,6	1 144,5	1 175,5	1 325,9	3,7	2,7	12,8
Démographiques							
Population (1er juillet).....	808 869	831 103	858 293	869 682	2,7	3,3	1,3
Accroissement naturel (1er juillet au 30 juin).....	-2 832	-2 400	-2 270	...	...	...	...
Solde de la migration (1er juillet au 30 juin).....	25 066	29 590	13 659	...	...	...	...
... N'ayant pas lieu de figurer							
MLS® est une marque de commerce enregistrée de L'Association canadienne de l'Immeuble							
Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, L'Association canadienne de l'Immeuble							